

ACCORD DU 11 JANVIER 2008
RELATIF À L'INDEMNITÉ SPÉCIFIQUE LIÉE À L'EXERCICE
DE LA FONCTION DE MAÎTRE D'APPRENTISSAGE
(BOURGOGNE)
NOR : ASET0850332M

Entre :

La fédération française du bâtiment Bourgogne ;

La CAPEB Bourgogne ;

La fédération Est des SCOP du BTP,

D'une part, et

La CGT-FO ;

L'union régionale construction et bois Bourgogne CFDT ;

Le SNCT-BTP CFE-CGC,

D'autre part,

Vu l'accord paritaire national du 13 juillet 2004 relatif au maître d'apprentissage (formation, certification, charte, indemnisation),

En contrepartie de l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage par les salariés ayant obtenu le titre de maître d'apprentissage confirmé,

Les parties signataires conviennent :

Article 1^{er}

Les salariés concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée du contrat d'apprentissage.

Article 2

Le montant de cette indemnité est fixé à 300 € pour un contrat d'apprentissage de 2 ans et à 200 € pour un contrat d'apprentissage de 1 année.

Article 3

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées pour chaque année de la manière suivante :

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat de 2 ans :

- première année du contrat d'apprentissage : 100 € ;
- deuxième année du contrat d'apprentissage : 100 € ;
- fin de contrat, sous réserve de l'obtention du diplôme par l'apprentissage : 100 €.

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat de 1 année :

- première année du contrat d'apprentissage : 100 € ;
- fin de contrat, sous réserve de l'obtention du diplôme par l'apprenti : 100 €.

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage au-delà de la période d'essai, ou en cas de départ de l'entreprise du maître d'apprentissage confirmé, le montant versé au maître d'apprentissage confirmé sera effectué *pro rata temporis* de la durée de la fonction, pour le contrat d'apprentissage considéré.

Article 4

Cet accord est applicable à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 5

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction générale du travail du ministère du travail et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Dijon.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Fait à Dijon, le 11 janvier 2008.

(Suivent les signatures.)